

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

DU 23 JUIN AU 7 JUILLET 1977

7^e ANNÉE — N° 251 — 3,50 F

quel p.c. pour quel pouvoir ?



NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

repères

C'est le choc de deux mondes qui forme la trame de ce numéro. L'ancien qui essaye de survivre et le nouveau qui se cherche.

L'ancien ? C'est celui des médiocres combines parlementaires au moment où la question essentielle de la souveraineté nationale est posée (éditorial de Bertrand Renouvin). C'est celui qui renonce à une défense nationale indépendante. (le livre du Général Gallois en rubrique Lire). C'est celui qui, héritier d'un demi-siècle de totalitarisme essaye de se transformer pour mieux s'adapter à la société française (entretien avec Jacques Fauvet et Alain Duhamel sur le Parti communiste, en pages centrales).

Et puis le nouveau monde. Celui qui veut construire d'autres maisons et d'autres villes (Didier Roll en rubrique Lire). Celui qui s'interroge sur l'avenir des sociétés industrielles et sur l'utilité de la croissance (suite de notre débat : les lecteurs ont la parole). Celui aussi des étudiants qui doit choisir entre l'intégration à l'ordre économique établi et la mise à l'écart de la société (article de J.P. Lebel en Nation Française). D'où notre interrogation sur le monde des marginaux, des « paumés » qui sert de point de départ au reportage d'André Roy.

Enfin, après le grand choc opéré par Soljenitsyne et par la dissidence soviétique (article de Bénédicte Héliez sur la conférence de Belgrade) on sait que les jeunes philosophes ont opéré une critique décisive du socialisme, posant en des termes neufs la question du pouvoir. C'est dire combien nous sommes concernés par la bataille qui se déroule autour de la jeune philosophie (Idées de Gérard Leclerc).

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 742-21-93
Abonnement 3 mois 25 F.
Abonnement 6 mois 45 F.
Abonnement 1 an 80 F.
Abonnement de soutien 150 F.
C. C. P. 18 10406 N Paris
Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT
Les illustrations et les photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel, et sont la propriété du Journal.
Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

royaliste 251 - page 2

la presse au crible

la guerre économique

Tandis que les Français sont invités à accepter l'élection au suffrage direct d'une Assemblée européenne qui ne correspond à aucune réalité - ni populaire, ni nationale, ni même... européenne - la guerre commerciale se poursuit, féroce. Et « l'Europe » de montrer dans ces affrontements économiques qu'elle n'est qu'un tigre de papier. Et la France d'en subir les conséquences. Pourtant peu suspect de réflexes protectionnistes, le mensuel l'EXPANSION (N° 198, Juin 1977) souligne en effet que :

La reprise économique de 1976 a mis en relief le fait que, de plus en plus, notre marché ressemble à une gigantesque passoire à travers laquelle s'écoule le flot des mouchoirs portugais, de la bière belge, des moteurs électriques est-allemands ou des slips espagnols. Entre 1975 et 1976, nos importations de biens de consommation ont augmenté de 43%...

Un examen détaillé montre qu'un certain nombre de produits sont d'ores et déjà submergés par la vague importatrice : 98% des magnétophones, 96% des chaînes hi-fi, 75% des congélateurs, 66% des réfrigérateurs, 60% des collants vendus en France sont désormais de fabrication étrangère. En 1976, les Japonais nous ont livré 54 000 voitures. Leur objectif pour 1977 est de 118 000 véhicules. Or, en 1974, ils n'en étaient qu'à 2 000.

Phénomène conjoncturel ? Au contraire, note LE NOUVEL ÉCONOMISTE (N° 85)

La crise a profondément transformé les données du commerce international. Entre 1974 et 1976, le Japon a gagné du terrain ; l'EUROPE A PERDU SUR TOUS LES TABLEAUX ; les États-Unis, enfin ont perdu vis-à-vis du Japon... et se sont rattrapés sur l'Europe.

Pendant cette période, les ventes européennes au Japon ont pratiquement stagné : 3 973 millions de dollars en 1974, 4 002 millions en 1976. Alors que les ventes japonaises à l'Europe bondissaient de 5 120 millions à 7 042 millions de dollars. Les ventes européennes aux États-Unis ont régressé de 19 208 millions à 18 134 millions de dollars, alors que les ventes américaines à l'Europe passaient de 23 415 millions à 27 374 millions.

Enfin, le Japon parvenait spectaculairement à renverser sa situation par rapport aux États-Unis puisque le déficit changeait de sens : les ventes japonaises aux États-Unis passaient de 12 455 millions à 15 683 millions de dollars, alors que les ventes américaines au Japon régressaient de 12 685 millions à 10 142 millions.

Pourtant le Japon s'impatiente de se voir refuser la libre entrée de ses produits en Europe et aux États-Unis. Comme d'habitude, Washington a pris des mesures de sauvegarde dans les secteurs menacés, en particulier dans le domaine des téléviseurs en couleur. Il faut donc s'attendre à ce que le Japon reporte son offensive sur l'Europe. Et il n'est pas question qu'il consente à une auto-limitation de ses exportations. D'autant plus que les États-Unis et le Japon se retrouvent côte à côte dans l'apologie du libre échangeisme... quand il est pratiqué par les autres :

Le président Carter pourrait bien se charger de faire payer les Européens, par exemple à l'occasion des négociations du Gatt, le prix des concessions que les États-Unis viennent encore d'arracher sans contrepartie à l'Empire du Soleil-Levant.

Notre pays peut-il résister ? Hélas, l'EXPANSION rappelle à juste titre que :

Et la France ne peut guère faire cavalier seul dans la mesure où elle a confié aux autorités de Bruxelles le soin d'élaborer la politique commerciale extérieure des neuf États membres de la Communauté.

Quant à la C.E.E., elle ne peut rien faire :

Devant toute velléité de contrôle des échanges qui puisse sous-entendre des intentions protectionnistes, nos voisins allemands ont l'habitude de brandir leur inflexible libéralisme.

Constat qui rend particulièrement ridicule l'homélie prononcée par M. Lecanuet à l'intention des lecteurs de LUI (N° de Juin) :

Les Français, au fond d'eux-mêmes, sentent bien la nécessité de nouer des liens de plus en plus étroits avec les autres pays de l'Europe et d'aboutir, un jour, à une confédération de même conception civilisatrice que celle de la France, ne serait-ce que pour peser d'un poids réel dans

un univers prédominé par des super-puissances.

Car M. Lecanuet ne veut pas voir que l'Europe est déjà américaine et que les « liens de plus en plus étroits » sont en réalité des rapports de dominant à dominés. C'est ce que montre POLITIQUE-HEBDO (N° 272) en rappelant que cette Europe américaine est aussi une Europe allemande :

Géant économique, l'Allemagne a besoin de l'espace européen pour son développement. La crise de la sidérurgie lorraine est liée aux cartels allemands (qui, en violation des engagements d'après-guerre, n'ont pas été démantelés) auxquels l'espace européen est livré. Il faut être d'une inconséquence totale pour prétendre soutenir les travailleurs de Lorraine, voués au chômage, sans soulever la question de l'Europe et de la domination de l'Allemagne. Le déficit commercial de la France par rapport à l'Allemagne a doublé de 1975 à 1976. Pour le premier trimestre de 1977, il a déjà augmenté de 20% par rapport au premier trimestre 1976. La faiblesse du franc par rapport au mark aggrave la situation. Il n'est pas sérieux de poser le problème de l'emploi en France sans poser ce problème de la puissance de l'Allemagne et de sa domination sur l'Europe.

Ainsi, conclut Christian Borromée dans l'excellent numéro spécial de L'APPEL sur l'Europe :

Le Marché commun ne représente donc plus qu'une coquille vidée de sa substance... Le vrai problème est de regagner notre place par le rétablissement économique et monétaire, qui sous-entend tout autant l'effort politique vers la Chine et la Méditerranée, l'effort économique et social contre le chômage que l'effort financier contre l'inflation et l'effort fiscal vers la justice. Si nous voulions, nous apporterions alors la preuve que nous existons vraiment, et l'Europe nous serait donnée de surcroît.

Autre chose pour la France et les Français qui suppose, avant tout, que notre indépendance soit défendue - et reconquise là où elle est déjà aliénée.

Jacques BLANGY

une jeunesse perdue

Pour la deuxième fois consécutive depuis mai 1968 une année universitaire se sera terminée sans que les étudiants ni les lycéens aient fait parler d'eux. Ce n'est pas un hasard.

N'en déplaise à « Minute » et au P.F.N. les Universités, si l'on met de côté la curiosité archéologique de Vincennes, ont cessé d'être les hauts lieux où l'on rêve à la Révolution à défaut de la préparer. Les maos ou les trotskards de service s'y font de plus en plus rares et de moins en moins écoutés. Le P.C., lui, fidèle à sa politique de récupération a méthodiquement noyauté les conseils d'U.E.R. et d'Université mais comme le pouvoir de ces derniers est fantomatique ils n'entreignent guère que du vide. En fait, tout le système d'enseignement revu et corrigé par la loi Faure est conçu pour empêcher l'étudiant de faire de la politique et — plus grave encore — de réfléchir.

LA FIN DES ÉTUDIANTS?

D'abord le contrôle continu l'astreint à un bachotage constant étalé tout au long de l'année universitaire. L'époque est révolue de l'étudiant qui se laissait vivre jusqu'à la mi-février et parvenait à décrocher ses examens en faisant un « forcing » intensif les trois ou quatre derniers

mois. Révolue aussi dans de nombreuses universités l'ère du polycopié qui dispensait d'assister à une partie des cours. Entre ceux-ci et les T.D. (travaux dirigés) c'est souvent trente à trente-cinq heures de présence qui doivent être assurées chaque semaine.

Et les étudiants rentrent dans le jeu. Ils deviennent de véritables bêtes de somme. Deux éléments contribuent à cette évolution. D'une part le renforcement de la sélection dans les universités : celles-ci tiennent à faire oublier leur fâcheuse réputation datant des années 1968 et croient revaloriser les diplômes en transformant les examens en quasi-concours. Il reste à vérifier si cette solution résout le problème de l'inadéquation de l'Université à l'économie. L'embauche systématique des licenciés à un niveau inférieur à celui que leur diplôme pourrait leur faire théoriquement espérer en est un signe. Mais surtout, le monde étudiant en tant que milieu sociologique isolé disparaît. La majorité des étudiants travaille déjà à mi-temps dans les entreprises. Certains sont sous pré-contracts avant même la fin de leurs études. D'où un souci de réussite personnelle dans le sys-



tème industriel joint à une lucidité résignée quant au fait que les places sont rares et chères.

LA PASSIVITÉ LYCÉENNE

Cet état d'esprit, à vrai dire, s'est également étendu aux lycées et collèges. Très tôt — dès la troisième souvent — les lycéens savent que les jeux sont faits pour eux. Ou bien ils auront la chance de mordre aux maths et de pouvoir décrocher la filière C qui mène aux études scientifiques et aux grandes écoles. Mais ils savent que se maintenir dans une classe C est difficile et ils prennent très tôt l'esprit de bêtes à concours investissant leur énergie sur les matières clé de l'ancien bac « Math-élem » : mathématiques, physique. Les matières littéraires qui ouvrent l'esprit et l'esprit critique notamment, sont reléguées au musée des accessoires inutiles. Il est vrai que l'endoctrinement maladroît et primaire fait par trop de professeurs de Lettres, d'Histoire et de Philosophie bas-marxistes suscite de surcroît une légitime méfiance de la part des futurs jeunes cadres dynamiques. Ou bien — et c'est le cas de la majorité d'entre eux — ils auront été relégués vers les filières littéraires ou pseudo-économiques (AB, B) ou pseudo-techniques (baccalauréat F et G) (1) aux débouchés problématiques. Et l'état d'esprit qui domine dans ces sections est celui de la résignation morose et de la passivité.

Ajoutons que ce système est d'autant plus verrouillé que la majorité et l'opposition sont d'accord pour en assurer la perpétuation. La majorité parce qu'elle a tiré les leçons de mai 1968 et ne tient pas à faire les frais d'une nouvelle explosion scolaire ou universitaire. La gauche institutionnelle parce qu'elle tient à gérer les mécontentements dans une optique corporatiste en évitant toute échappée à la Cohn-Bendit qui remettrait en question son quasi-monopole mandarinal. Ainsi, effectivement, est rendu totalement improbable pour l'instant un nouveau « mai » dans les lycées et les universités. Le résultat d'ensemble est franchement désolant. Dès quatorze quinze ans les lycéens prennent une

mentalité ultra-individualiste et cherchent à se caser dans une société industrielle fondée sur un esprit de compétition exacerbé. La sélection sur un seul critère (les maths) n'est plus contestée et chacun ne songe qu'à figurer de façon pas trop mauvaise dans une course aux diplômes dans laquelle les plus faibles — qui ne sont pas forcément les plus bêtes — ceux qui ne sortent pas d'un milieu cultivé par exemple — sont impi-toyablement piétinés.

CHACUN POUR SOI, LE SYSTÈME D POUR TOUS ?

Autrement dit le système actuel, fondé sur la « chacun pour soi » et le système D à défaut de Dieu est une magnifique école d'égoïsme et d'incivisme : les intellectuels en herbe ou prétendus tels y perdent toute curiosité vis-à-vis de leur époque, toute faculté d'enthousiasme ou d'indignation. Ce regard désenchanté et passif pourrait bien cependant ne pas être éternel. Déjà on peut constater, au sein de la société juvénile, que se constituent des poches d'évasion et de contestation larvée : c'est la musique pop et la drogue, l'écologie et le mépris de la politique. Autrement dit en marge et à l'intérieur du système industriel s'accumule tout un potentiel de rancœurs et de mécontentements, gros d'explosions futures. On ne peut prévoir en l'état actuel des choses quel sera le détonateur de cette explosion ni quelle en sera la forme. Il est probable en revanche que l'évacuation du débat intellectuel et l'annihilation des conflits actuels risque fort de faire de cette hypothétique explosion un refus franchement nihiliste de toute forme de société organisée. A moins que, les « nouveaux philosophes » aidant, le retour de l'Esprit que la contestation de mai 1968 avait fait fulgurer parmi beaucoup de chienlit ne se produise de façon plus éclatante encore. Cette hypothèse n'est pas absurde mais n'est pas la plus probable. A nous de contribuer à faire grossir cette espérance.

Jean-Pierre LEBEL

SERVICE LIBRAIRIE

Le service « librairie » de la N.A.F. vous propose un choix de livres parmi les nouveautés :

- Maurice Clavel - **Nous l'avons tous tué** - franco 48 F
- Gal. Gallois - **Le Renoncement** - franco 42 F
- André Glucksmann - **les maîtres-penseurs** - franco 49 F
- Jean Edern Hallier - **Le premier qui dort réveille l'autre** - franco 34 F
- Lan Inisan - **la bataille de Kerguidu** - franco 52 F
- Bernard Henri Lévy - **la barbarie à visage humain** - franco 43 F
- Gabriel Matzneff - **le Défi** - franco 39 F
- Philippe de Saint-Robert - **les septennats interrompus** - franco 43 F

Rappelons que nous pouvons également vous fournir tous les livres actuellement disponibles chez les éditeurs, et en particulier tous ceux qui ont fait l'objet de notes de lecture dans le journal.

Commandes accompagnées de leur règlement à l'ordre de la N.A.F.

C.C.P. 1810406 N Paris

belgrade ?

connais pas...

A l'heure où le gouvernement français reçoit Brejnev avec les plus grands honneurs, commence à Belgrade la première réunion-bilan des accords d'Helsinki. Gouvernement, Gauche, Droite, syndicats : la France détourne pudiquement les yeux de la question des Droits de l'Homme.

De même qu'il aura fallu attendre l'initiative des Éditions Sociales pour que soit publié en France l'Acte Final des accords signés par le gouvernement à Helsinki, l'évocation de la réunion de Belgrade - qui doit vérifier l'application de ces accords - reste étrangement absente de la vie politique française.

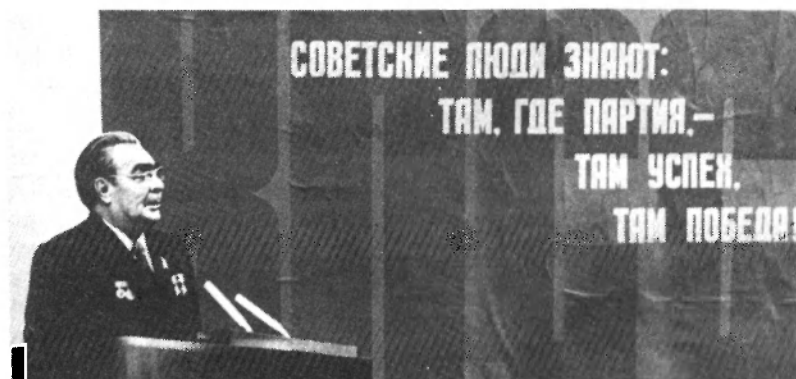
A l'heure où les représentants des 35 états signataires sont déjà réunis pour établir l'ordre du jour de cette première réunion-bilan, on doit se rendre à l'évidence : l'attitude du gouvernement, comme celle des partis politiques et même des syndicats se résume en un mot : le silence. Il est vrai que doit être examinée à Belgrade, une question fort embarrassante, tant pour le gouvernement, qui vient de recevoir avec les plus grands honneurs Léonide Brejnev, que pour les partis politiques de gauche soucieux d'éviter un débat approfondi sur le totalitarisme en cette année pré-électorale. Car le problème qui unit dans un même mutisme gouvernement et opposition est celui des droits de l'homme, objet de la fameuse « troisième corbeille » concrétisée dans l'Acte Final des accords de Helsinki.

TROISIÈME CORBEILLE, CORBEILLE VIDE ?

Cette attitude de désintérêt à l'égard d'une question aussi fondamentale n'est pas nouvelle :

François Mitterand n'avait-il pas publiquement approuvé le refus de Giscard de recevoir le représentant en Europe du Groupe moscovite de surveillance des accords d'Helsinki, l'historien Amalrik ? Le Parti communiste, quant à lui, s'est bien gardé de rendre publique la lettre qui lui était adressée, en février dernier, par le général communiste Grigorenko, appelant les partis communistes ouest-européens à exiger que cesse la répression du mouvement pour les droits de l'homme et à réclamer l'amnistie des prisonniers politiques en U.R.S.S.

S'il est clair aujourd'hui que la « troisième corbeille » n'a jamais représenté autre chose, pour l'Union Soviétique, que la concession faite à l'Occident contre la reconnaissance de ses frontières, on ne saurait oublier qu'elle met en jeu le sort de million de ressortissants des pays de l'Est, qui ont vu un immense espoir dans la signature des accords d'Helsinki. On comprend cet espoir lorsqu'on sait que les trente cinq pays signataires se sont engagés non seulement à appliquer mais à se contraindre mutuellement à observer un traité qui impose aux gouvernements de « **respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion...** » et qui les engage à « **favoriser et encourager l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, sociaux, culturels...** ».



Ceux qu'on nomme à tort les « dissidents » n'ont pas tenté autre chose que de faire appliquer par leurs gouvernements les clauses humanitaires du traité. Les mouvements pour les droits civiques qui se sont constitués dans les pays de l'Est groupes de surveillance des accords d'Helsinki en U.R.S.S., « Charte 77 » en Tchécoslovaquie - se sont fixés pour objet le respect d'un accord co-signé au niveau le plus élevé des rapports internationaux.

LES DISSIDENTS LACHÉS PAR L'OCCIDENT ?

Mais la situation du Groupe moscovite par exemple, est éloquente : parmi ses onze membres fondateurs, Guinzbourg est dans un camp ; Youri Orlov en prison, Ludmilla Aleexeva vient de prendre le chemin de l'exil et Chtcharanski accusé d'espionnage, risque la peine de mort. Mikola Rundenko, le président du Groupe Ukrainien a été arrêté en février dernier.

Les témoignages des dissidents en exil, comme toutes les informations en provenance des pays de l'est sont formels : depuis la signature des accords d'Helsinki, la répression envers les militants du mouvement des Droits de l'Homme n'a fait que s'accroître. D'après un rapport d'Amnesty International plus de 80 dissidents ont été condamnés en URSS à des peines de prisons depuis la signature, en août 75 des accords d'Helsinki ; par ailleurs quinze autres dissidents soviétiques ont dû subir des tests psychiatriques bien qu'ils soient tous parfaitement sains d'esprit.

« **Les dirigeants soviétiques, dit Plioutchtch, vont sans doute s'efforcer de vider de son contenu la conférence de Belgrade, ou tous au moins essayer de faire en sorte que l'Occident n'insiste pas sur le chapitre des échanges d'hommes et d'idées. Helsinki, en fait, c'est un Munich pour nous, pour l'opposition démocratique, pour l'Occident et son avenir.** » L'URSS a très tôt annoncé la couleur, en affirmant qu'elle n'a rien à se reprocher dans le domaine des droits de l'homme et

en laissant entendre qu'elle n'admettrait pas les ingérences occidentales dans ce domaine. La réunion de Belgrade n'ayant pas été évoquée qu'à de très rares occasions par le gouvernement français, on a toutes les raisons de croire que le sort des dissidents ne pèsera pas très lourd dans la balance des relations internationales. Les dissidents en exil découvrent un occident très différent de celui qu'ils avaient rêvé, où le souci des hommes s'efface devant celui des échanges commerciaux.

« **Je crois, disait récemment Amalrik, que la base morale de la politique Occidentale devrait consister dans le respect des droits de l'homme, ce qui est une tradition de l'Occident. Si l'Occident renonce à cette base morale, sur quoi s'appuiera-t-il ? Seulement sur le désir d'obtenir du pétrole à moindre frais, ou de posséder deux ou trois voitures par habitant...** »

UN RÉALISME DE PACOTILLE

Il s'agit bien pourtant, en défendant les droits de l'homme, de dresser une barrière pour empêcher le retour à la barbarie. C'est pourquoi ce domaine est le seul où le principe de la non ingérence et de la souveraineté n'a pas de raison d'être évoqué. En ce qui concerne les droits de l'homme, le principe de la non-ingérence est évoqué avant tout par les États qui ont quelque chose à dissimuler et qui ont intérêt à ce que leurs partenaires se taisent sur ce sujet. Notamment lorsqu'il s'agit de répression politique et de l'usage de la psychiatrie à des fins répressives et en violation des droits de l'homme.

On pourrait attendre de la France une position plus claire que l'actuel silence de toute la classe politique. Il n'est ni juste ni réaliste de décourager la résistance au Goulag à l'heure où celle-ci constitue une charge de dynamite au sein de l'empire soviétique et une promesse de mort pour l'impérialisme du Kremlin.

Benedicte HELIEZ



par
gérard
leclerc

la bataille des nouveaux philosophes

Depuis que ses adversaires ont décidé de lui porter le coup fatal, la « nouvelle philosophie » ne s'est jamais si bien portée. Le déluge polémique ne fait qu'accroître son renom. La prestation télévisée de deux protagonistes de la contre-offensive a tourné à leur confusion. Le livre d'André Glucksmann et celui de Bernard Henri Lévy font dans les librairies une fort honorable carrière. Le tout est maintenant de savoir si cela va durer, si réellement quelque chose se passe pour la pensée. J'en ai eu le sentiment, il y a peu de temps, à Jouy-en-Josas, avec les étudiants d'H.E.C.. Ce soir là, ils avaient invité Jean-Marie Benoist et Jean-Luc Marion à débattre avec le directeur de la revue « Dialectique », M. Kaysergruber, sous la présidence souriante de Jean de Fabrègues.

Kaysergruber n'est pas n'importe qui. Le Parti Communiste l'a certes chargé de surveiller un secteur stratégiquement important. Homme de confiance, il n'évoque en rien dans son apparence l'attitude du bureaucrate en service. Son marxisme est du genre intelligent, ouvert, rassurant. La discussion n'en tourna pas moins très mal pour lui. Son habileté ne lui servit de rien. Et tous les témoins assistèrent à la déroute complète du marxisme, avec l'idée que décidément, il devait se passer quelque chose de sérieux pour que l'horizon indépassable de notre culture contemporaine ait été si décisivement récusé. La fameuse fracture dont parle Clavel, fracture dans le socle de notre pensée et de notre inconscient de civilisation était sensible à tous.

François Aubral et Xavier Delcourt mènent leur critique de la nouvelle philosophie au nom d'une raison et d'une science selon eux bafouées (1). Mais est-ce vraiment de cela qu'il s'agit? Bernard Henri Lévy n'eut qu'un mot à dire pour les remettre à leur place à *Apostrophes*.

Comment ne voient-ils pas que la nouvelle philosophie est née à l'école du structuralisme qui n'était que l'achèvement du positivisme en même temps que sa mort? Le grand projet cartésien de faire de l'homme le sujet et maître de l'univers a été mis à mal du fait même des progrès du discours scientifique. C'est ce que Jean-Marie Benoist appelle la révolution structurale. C'est un premier point, le second est plus décisif, puisqu'il concerne ce fameux rapport de maîtrise dont Aubral et Delcourt refusent de voir l'enjeu capital.

Le grand apport de Marx, disait à peu près M. Kaysergruber, est de nous avoir montré que le sujet est transformable, ce qui est le fond de notre optimisme, ce qui est au cœur de l'espoir du huitième mois à venir. « Transformable comment? » lui répondait Jean Luc Marion. Evidemment sous le rapport d'une maîtrise scientifique! Marx est venu nous donner la science de la révolution, une « science de grands moyens ». Voilà ce que récusent avec vigueur les enfants de mai 68, informés des transformations fort concrètes de la science révolutionnaire.

D'où également la remise en cause violente par Bernard Henri Lévy de l'histoire. « L'Histoire n'existe pas ». Scandale! L'affirmation paraît violente. Mais existe-t-il une histoire non écrite sous le regard du maître? Et l'histoire marxiste, n'est-elle pas le langage opérationnel de la révolution, l'arme des prochains maîtres. Evidemment, les formules apparemment paradoxales ont pour vertu première de faire hurler les esprits éclairés, tous férus de science, ou mieux encore, de scientificité. L'indignation les dispense d'examiner l'affaire de plus près. Qu'est-ce que l'histoire? Peut-elle être l'objet d'un savoir absolu? Quel rapport au destin?

Les Allemands ont deux mots pour désigner ce que nous bloquons en un seul. L'« *Historie* » qui est l'histoire-science, et la *Geschichte* qui est l'histoire en tant qu'elle est, advent, réalité pleine, totalité vivante, antérieure à tout questionnement scientifique. Tout se passe comme si nos esprits échauffés voulaient résoudre l'une à l'autre : l'histoire vivante rendue totalement transparente, maîtrisable par l'histoire-science. Il suffit de lire ce pauvre Régis Debray dans le *Nouvel observateur*, empêtré dans ses contradictions, mais n'en voulant pas moins faire la théorie du Goulag grâce aux « *acquis du savoir moderne, biologique, thermodynamique, théorique de l'information, histoire des religions, ethnologie, psychanalyse etc...* » Il est bien entendu que faute de Savoir, le Goulag est un leurre, Soljenitsyne n'ayant pas la science de son objet (une science seulement balbutiante chez les camarades trotskistes qui eux sont armés de théorie!). On a envie d'appeler Molière à la rescousse.

Régis Debray sera-t-il l'Aristote ou le Hegel des temps modernes, réalisant la synthèse des connaissances pour parvenir à cette connaissance quasi-parfaite de l'histoire? C'est ce que précisément l'histoire-science moderne rend prétention vaine. Le pauvre est en retard d'un siècle. Le fait que les historiens de l'école française contemporaine se soient tous affranchis d'un marxisme d'où beaucoup venaient ne le fait même pas réfléchir. J'ai comme l'impression qu'il faudrait retourner le reproche lancé aux « nouveaux philosophes ». Ce sont leurs détracteurs qui se moquent éperdument de l'histoire.

Mais il faut aller plus loin : quel est l'enjeu de cette bagarre? En prenant les mots simplement, en dehors de toute rhétorique, il y va de notre aventure humaine, de notre liberté. Il s'agit en effet de s'interroger sur cette adoration hyperbolique de la « science », au rebours de toute éthique scientifique. Elle vise à réduire, bientôt à écraser ce qui dans l'histoire vivante est chose proprement humaine, irréductible, espace de salut personnel, domaine d'aventure commune en dehors des chemins balisés qui mènent à nos Goulags sanglants ou aseptisés. Dans un siècle qui a perdu toute dimension de transcendance, il n'est de légitimité que de type scientifique. A l'Est comme à l'Ouest, le manager ne détient sa puissance que de sa compétence, de son savoir. Mais cette légitimité là est forcément totalitaire. Et l'histoire menée par les compétents ne peut ni se tromper, ni nous tromper.

Cela a commencé en 1789. Disposant du pouvoir politique et économique, explique Jean-Paul Aron, la bourgeoisie est plus démunie que le nouveau-né vagissant. Disposant des instruments de la puissance, elle demeure infirme, manquant de toute certitude quant au bien fondé de son pouvoir. De là cette recherche éperdue du côté de la science pour compenser le sang bleu. Il n'en va pas autrement dans le camp de « la révolution ». Et Glucksmann, pour l'avoir montré, s'est attiré la malédiction durable d'une intelligentsia démasquée. Son travail (à propos de Marx entre autres) est tellement explosif qu'en des temps plus tourmentés on lui conseillerait la prudence. Ce type, c'est de la dynamite.

Pour cette raison et une foule d'autres, je pense personnellement que la « nouvelle philosophie » est au delà des modes, une entreprise capitale de remise en cause violente de la culture contemporaine. Pour déboucher sur quoi? Si ça n'était que la liberté de penser, ce ne serait pas si mal, et cela autorise tous les espoirs. Mais il y a, en dehors de l'entreprise géante de déblayage, des éléments décisifs, un retour à la métaphysique, (2) à une nouvelle pensée politique. Dans « *La barbarie à visage humain* », je recommande spécialement quelques pages qui montrent comment la monarchie d'ancien régime n'était pas et ne pouvait pas être totalitaire. Car *l'Etat totalitaire, c'est l'acte de décès du politique*. Montrant comment meurt le politique, l'auteur dessine en positif ce qu'il peut-être, débarrassé de son appareil de religion-science. Pour parodier Régis Debray, je dirai moi aussi : merci Bernard-Henry!

Ce qui enfin me passionne dans cette bagarre, c'est que la gauche établie sort ses griffes en ne bafouillant que des injures dérisoires. Nouvelle droite...! Quelle sottise. Comme si la droite pouvait comprendre quoi que ce soit. Compréhendrait-elle qu'elle participerait à la colère de la gauche. Les nouveaux philosophes ne sont de nulle part, ils sont contre le désordre établi, se moquent du programme commun. Ils savent que le sérieux et l'avenir sont ailleurs. C'est pourquoi ils nous sont fraternels.

Gérard LECLERC

(1) Contre la nouvelle philosophie. Idées/Gallimard
(2) Je reviendrai à la rentrée sur le beau livre de Jean Luc Marion, « *l'Idole et la distance* » Grasset,



quel p.c. quel

Nous sommes heureux d'accueillir dans notre journal, Jacques Fauvet, directeur du Monde, auteur de nombreux ouvrages (la 4^e République, la fronde des généraux, etc.) et Alain Duhamel éditorialiste au Nouvel Economiste et professeur à l'institut d'Études Politiques. Historiens du Parti Communiste Français, ces deux observateurs de la vie politique française sont particulièrement bien placés pour analyser l'évolution d'un parti sur lequel on ne cesse de s'interroger.

Royaliste : Vous venez de publier une nouvelle édition de votre « Histoire du Parti Communiste ». Quelles sont les constantes de cette histoire ?

Jacques Fauvet : Il est certain que le Parti communiste a une double filiation : nationale puisqu'il est l'héritier de tout un courant de pensée socialiste, et internationale puisqu'il est né de la Révolution d'Octobre. Pendant toute une partie de l'existence du P.C., et aujourd'hui encore, ces deux filiations n'ont cessé de se conjuguer ou, plus rarement, de s'opposer. D'où la force de ce parti qui a pu mettre l'accent tantôt sur sa tradition socialiste, tantôt sur son caractère internationaliste - cherchant à s'en sortir comme il le pouvait en période de conflit entre les deux traditions. Pourtant, même dans de telles périodes, même lorsque ses adversaires lui reprochaient d'être « l'agent de Moscou », les historiens ont montré que l'intérêt bien compris de la France aurait été de s'entendre avec l'Union soviétique : par exemple au moment de Munich.

Aujourd'hui, la seule question qui se pose est de savoir si ces deux traditions se conjuguent également, si ces deux fidélités sont aussi sûres, aussi permanentes, ou si au contraire l'ouverture du P.C. vers d'autres couches sociales et vers des horizons nouveaux (l'Europe par exemple) ne donne pas plus de poids à la tradition socialiste. Sur ce point, on n'a pas été attentif, depuis quinze ans, à l'ensemble des faits dénotant un changement d'attitude du P.C. vis-à-vis de l'Union soviétique. On sait que la fidélité inconditionnelle à Moscou n'a jamais

été exempte de décalages, de temps de retard. Aujourd'hui, il s'agit plus que de cela : on oublie, par exemple que L'Humanité a publié en 1966, au moment de l'affaire Siniavski Daniel, un article d'Aragon en première page où il était dit que la condamnation des deux hommes feraient plus de mal que de bien à l'URSS.

Il faudrait donc savoir si cette continuité est interrompue par une évolution des rapports mondiaux (ou même intra-européens), par une évolution sociologique, ou si l'attitude du P.C. est purement tactique. Nous disons dans la conclusion de notre livre que seul l'exercice du pouvoir par le P.C. le montrera. Cela paraît à certains parfaitement cynique. Mais si l'on ne croit pas les textes, que peut-on croire sinon les actes ? Et quand connaîtra-t-on les actes sinon quand le P.C. partagera le pouvoir avec ses alliés. On me dira qu'il sera alors trop tard. Alors, qu'on donne plus de crédit aux textes !

Royaliste : Parlons des textes, justement. Et plus précisément de la doctrine du P.C. : le Parti communiste est-il aussi imprégné de marxisme qu'on le dit ?

Jacques Fauvet : Les communistes français travaillent et réfléchissent beaucoup. Ils ont une culture marxiste sérieuse, qui n'est évidemment pas celle des gauchistes ou des socialistes. Mais ils sont tout de même matérialistes, c'est-à-dire qu'ils raisonnent en termes d'infrastructure économique, de lutte des classes. Cela dit, il est certain que cette doctrine peut connaître des accommodements, des assouplissements. Mais cette souplesse est aussi dans le marxisme léninisme.

Alain Duhamel : En ce qui concerne la période la plus récente,

il faut souligner la conjonction chronologique de plusieurs facteurs. Ainsi, le Parti communiste commence à évoluer au moment où le thème de la détente se confirme. Et ce n'est pas un hasard si, chronologiquement, les critiques du P.C. à l'égard de l'URSS sont plus assurées au moment où le remplacement de l'équipe Krouchtchev par celle de Brejnev montre que la détente n'est pas un accident de l'histoire mais une nouvelle constante. Autre « coïncidence » chronologique : les critiques à l'égard de l'URSS et le congrès de 1964 du PCF qui amorce son acceptation de la mécanique démocratique libérale.

Ainsi, c'est parce qu'il y a une stabilisation des relations Est-Ouest qu'il y a un changement d'attitude du P.C.F. à l'égard de l'URSS et une nouvelle analyse de la prise du pouvoir et de la France socialiste. Il y a une conjonction qui explique que le P.C. ira encore plus loin sur cette voie, en ce qui concerne la vie démocratique comme à l'égard de l'URSS.

Royaliste : La mort de Thorez n'a-t-elle pas été un élément déterminant dans l'évolution du Parti communiste ?

Jacques Fauvet : Faut-il situer à une époque aussi récente l'évolution du P.C.F. ? Il y a quand même eu la mort de Staline. Et, aux élections de 1956 sans Programme

commun, le Parti communiste conduit une campagne rigoureusement parallèle à celle des socialistes, vote l'investiture du gouvernement Mollet, le soutient pendant trois mois et vote les pouvoirs spéciaux en Algérie - devenant ainsi un parti de majorité à défaut d'être un parti de gouvernement. Il est donc certain que la mort de Staline et le 20^e Congrès amorcent une stabilisation de la situation européenne et française, et que le P.C. redevient ce qu'il avait été en 1936.

Royaliste : Pourtant, le Parti communiste s'est longtemps comporté en parti révolutionnaire ?

Jacques Fauvet : Il est vrai qu'entre 1920 et 1933 le P.C. a rêvé d'une déstabilisation de l'ordre européen. D'où l'erreur du Komintern face à Hitler : les communistes pensaient que l'hitlérisme remettrait en cause le traité de Versailles et qu'il serait alors possible de changer le statut de certains pays.

L'histoire du Parti communiste est donc une sinusoïde. Ce qui permet à ses adversaires de dire que le P.C. pourrait avoir un autre comportement. Et il est vrai que le P.C. évoluerait sans doute autrement, si les rapports européens se trouvaient modifiés.

Alain Duhamel : Jusqu'aux années soixante, le Parti communiste a toujours eu, potentiellement, deux politiques. Mais il est frappant que, depuis les années soixante, l'incitation unitaire à l'émancipation du



pour pouvoir ?



P.C. ne cesse de prendre de l'importance, et que cette émancipation vis-à-vis de l'URSS ne connaît que peu de retours en arrière. Parfois, le Parti communiste s'arrête (par exemple il désapprouve l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie mais pas la « normalisation ») mais quand il « redémarre » c'est pour monter un cran au-dessus. Et cela fait une grosse dizaine d'années - ce qui est sans précédent dans son histoire - que sa ligne le conduit dans une même direction et que la nature de ses relations avec l'URSS ne cesse de se modifier toujours dans le même sens.

Jacques Fauvet : Il semble d'ailleurs que la « ligne Marchais » n'ait pas été facilement acceptée par le Parti : ni la condamnation de l'intervention à Prague, ni l'abandon de la dictature du Proletariat, ni la politique unitaire ne vont de soi au sein du P.C.F. Et le centralisme démocratique est intégralement maintenu, même s'il y a une discussion à l'intérieur du Parti communiste.

Alain Duhamel : Il y a d'ailleurs une raison très simple à cela : alors que le P.C. fait campagne par principe pour la proportionnelle à toutes les élections, il conserve, pour ses propres élections, le scrutin majoritaire à tous les niveaux. Ce qui permet de maintenir l'homogénéité malgré l'existence de fortes minorités, dans les cellules, dans les sections comme dans les fédérations.

Jacques Fauvet : Au risque de passer pour le partisan que je ne suis pas, je dirai que le P.C. a

raison de maintenir le « centralisme démocratique ». Sinon, il serait condamné à devenir un parti social-démocrate, dès lors que les diversités sociales, géographiques et culturelles s'exprimeraient dans des tendances et dans des votes.

En analysant l'histoire du P.C.F., j'ai toujours été frappé par le décalage entre son souci de construire un instrument parfait et l'usage qu'il en a fait. Mais je comprends la hantise qu'il doit éprouver, et la force qu'il doit avoir, pour combattre les tendances individualistes qui sont au cœur de chaque Français - et donc de chaque communiste - afin que la pureté de l'instrument ne soit pas altérée. Car on sait que la social-démocratie telle que nous l'avons connue conduit souvent à la complaisance à l'égard des pouvoirs établis, à la complicité ou à l'impuissance. Je comprends donc la volonté des dirigeants du P.C. de maintenir le centralisme démocratique. Mais je comprends moins l'usage qu'il n'en ont pas fait.

Alain Duhamel : Sur la période récente, c'est peut-être parce qu'il y a une structure très centralisée, voire autoritaire, que le P.C. arrive à se libéraliser en tant que force politique, sans laisser trop de plumes en route. De plus, s'il conserve intacts les principes du centralisme démocratique, la pratique qu'il en a tend à être plus tolérante qu'elle ne l'était - ce qui leur permet de réagir moins mal qu'auparavant aux facteurs extérieurs.

Royaliste : Aujourd'hui, le Parti communiste veut-il le pouvoir ?

Jacques Fauvet : Il le veut pour deux raisons : d'abord l'expérience a prouvé que, comme les syndicats, le P.C. gagnait des voix lorsqu'il obtenait satisfaction sur des points précis. Or, il est bien certain que le P.C. piétine un peu : il gagne des adhérents et des électeurs nouveaux mais il en perd aussi depuis 1951. Cela signifie que depuis un quart de siècle le Parti communiste oscille autour de 20% des voix.

C'est pourquoi le P.C. ne peut pas ne pas apparaître, si la gauche l'emporte, comme un parti de gouvernement.

Le second point est que les communistes ont leurs places fortes essentiellement dans les entreprises nationales et dans l'État. Si la gauche applique son programme de nationalisation, cela ne pourra que profiter - ne serait-ce qu'au niveau des moyens matériels - au Parti communiste.

Royaliste : S'il participe au pouvoir, le P.C. peut-il être une force de changement ? Ou bien ne sera-t-il qu'un parti gestionnaire ?

Jacques Fauvet : Le Programme commun constitue tout de même un grand changement dans la gestion de l'économie. Les nationalisations donneront à l'État - s'il le veut - des moyens importants : disposer, pour un gouvernement, de l'ensemble du circuit bancaire et financier, c'est tout de même une force.

Cela se traduira-t-il par un profond changement de société ? A mon avis, non. Nous n'aboutirons pas à une société de type collectiviste, à moins que le P.C. devienne majoritaire ou décide de se passer du suffrage universel. Mais ce sont des hypothèses peu crédibles. Cela dit, je conçois que les gauchistes puissent critiquer le P.C. pour son puritanisme, sa discipline, son modèle d'organisation de l'économie et de l'État qui laisse peu de champ à la fantaisie.

Royaliste : Est-ce que la remise en cause du modèle soviétique ne modifie pas la vision communiste de la société ?

Jacques Fauvet : Je le crois, à la différence des adversaires du P.C., qui continuent à l'attaquer sur les réalisations des pays de l'Est. Mais nous n'avons pas besoin de cette étape et du modèle appliqué dans les démocraties populaires. Ce dont les communistes français ont parfaitement conscience.

Alain Duhamel : Il y a les intentions du Parti communiste, et puis la réalité de ce qu'il fera. Et cela dépend avant tout du rapport de force au sein de l'union de la gauche.

Jacques Fauvet : En effet, nous ne pouvons pas raisonner comme si le Parti communiste arrivait seul au pouvoir.

Royaliste : Justement, le Parti communiste sera-t-il l'élément dynamique, imaginaire, de la coalition ?

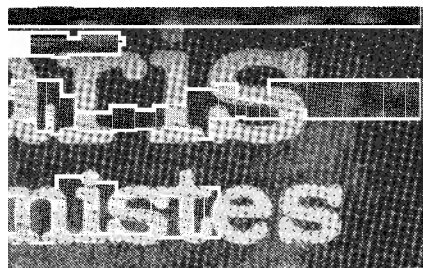
Jacques Fauvet : Je fais davantage confiance, sur ce plan, aux jeunes éléments du Parti socialiste. Quant au P.C., il n'a pas tellement à inventer : il suffit de vouloir pour diminuer les inégalités et introduire un peu de justice dans notre pays. Mais il est vrai que sur le plan de la qualité de la vie, le Programme commun est plus vide que sur le plan quantitatif.

Alain Duhamel : Un autre point sur lequel le P.C. pèsera, en s'opposant peut-être au P.S., c'est la question de l'Europe.

Jacques Fauvet : Pourtant, on s'attendait il y a quelques mois à une conjonction de tous les adversaires de l'intégration européenne, comme au temps de la CED où l'on voyait le Comte de Paris, le Maréchal Juin, Jules Moch et le P.C. faire cause commune. Ce qui paraît impossible aujourd'hui !

Alain Duhamel : Le P.C. s'est montré réaliste ou résigné face au projet sur l'élection du Parlement européen. Cependant, si le contenu du Programme commun est mis en application de façon non étalée, il y aura des répercussions économiques qui poseront la question du protectionnisme. C'est alors que pourrait se manifester dans la gauche l'opposition d'un tempérament européen et d'un tempérament nationaliste représenté par le Parti communiste.

Propos recueillis par
Gérard LECLERC et
Bertrand RENOUVIN



lire

"et nous les construisons bien mieux"

L'architecture ne doit plus être le fait de spécialistes en mal de volonté de puissance.

Durruti, le chef anarchiste déclara à la fin du mois de septembre 1936 : « Nous avons toujours vécu dans des taudis et des trous : nous saurons bien nous en arranger pendant quelques temps. Mais nous sommes capables de construire aussi. C'est nous qui avons construit les palais et les villes d'Espagne, d'Amérique, de partout. Nous, les travailleurs, nous pouvons bâtir des villes pour les remplacer. Et nous construirons bien mieux ; aussi, n'avons-nous pas peur des ruines ».

Les quelques phrases de Durruti pendant la guerre d'Espagne peuvent paraître bizarres ou provocantes pour introduire le livre sur « **L'Architecte, le Prince et la Démocratie** » de M. Ragon. Comme l'écrit Simone Roux dans son livre, « La maison dans l'histoire » : « Pendant de longs siècles, une masse d'hommes, dont on a du mal à chiffrer, même approximativement le nombre, a vécu » « **demeurant nulle part** », sans « **feu ni lieu** »... L'histoire des maisons habitées par les hommes ne se comprend que confrontée à l'histoire des hommes qui n'eurent pas de maisons ». C'est à partir du XIX^e siècle que le besoin d'un logement sain pour tous s'exprime comme une préoccupation des gens en général, et enfin de l'État en particulier.

Toute la démarche visant à répondre à ce problème verra les réponses bien distinctes du pouvoir et en parallèle celles de la population. L'État en particulier parce que n'étant plus l'expression de l'intérêt général mais toujours l'outil d'un groupe, mit en œuvre des stratégies urbaines qui reflètent les intérêts d'un groupe social : la spéculation immobilière avec la rénovation, notamment dans le centre des villes, les grandes avenues rectilignes avec Haussmann, les cités ouvrières avec les saints-simoniens, les H.L.M. etc...

Le pouvoir n'a jamais cherché à créer des situations et des conditions où la population tendrait à

réaliser ses désirs, il a toujours répondu soit à des problèmes immédiats, en fonction du groupe social qui le maintenait, soit au mieux, il a essayé de faire le bonheur des gens malgré eux.

Exemple ? Le Corbusier, l'Utopie, ou la Russie du début de la révolution d'Octobre.

C'est seulement avec la sociologie urbaine et la réflexion philosophique d'un Heidegger et d'un Bachelard (l'espace à vivre comme une poétique) qu'est apparu un autre discours que celui du pouvoir et de ses commanditaires ; alors on a commencé à analyser les réponses apportées au problème de l'habitat par la population : utopie pavillonnaire, bidonville et auto-construction ; architecture sans architectes, habitants paysagistes etc...

A ce stade de réflexion apparaît une nouvelle forme de combat politique : les luttes urbaines. L'enjeu de ces luttes urbaines rend difficile la distinction entre les nouvelles aspirations de la population et la récupération des luttes urbaines par toutes sortes de spécialistes en mal de volonté de puissance. Il se dégage néanmoins des tendances très nettes : les gens considèrent de plus en plus que l'architecte n'est pas le seul à savoir construire, de plus, l'industrialisation du bâtiment avec l'aide de la publicité a imposé des archétypes architecturaux qui ne sont plus perçus comme évidents et ne correspondent pas à l'idée des usagers sur le bonheur, enfin la prolifération des associations implique des nouvelles structures politiques qui permettent d'élaborer, de contrôler, d'utiliser les données, les spécialistes étant relégués au rôle de conseillers, pas plus.

Comme l'écrit M. Ragon : « **S'il faut enlever le monopole du discours architectural aux architectes, ce n'est pas pour le donner aux sociologues, mais pour l'offrir aux usagers** ».

Didier ROLL

Pierre M. GALLOIS

LE RENONCEMENT

de la France
défendue
à l'Europe
protégée

l'appel



Collection dirigée par
Olivier GERMAIN-THOMAS
PLON

le renoncement

Faut-il présenter le général Gallois aux lecteurs de « **Royaliste** » ? De livre en livre, d'interviews en débats (aux dernières Journées Royalistes par exemple) nous n'avons cessé de suivre les analyses et la critique d'un homme qui est de toute évidence le meilleur stratège français.

Aussi la pensée du général Gallois a-t-elle eu une influence décisive sur les positions de la NAF en matière de défense nationale : déjà, lors du grand débat des années soixante sur la force de dissuasion, la publication de « **Stratégie de l'âge nucléaire** » avait balayé en nous les arguments atlantistes et rétrogrades d'une droite qui faisait passer l'antigaullisme avant l'intérêt national. Plus récemment **La Grande Berne** (qui analyse essentiellement les relations Est-Ouest et la question de la course aux armements) nous avait permis d'assurer notre critique du giscardisme naissant, tandis que **L'Adieu aux Armées** nous libérait enfin de l'éternelle question du service militaire et de la fausse alternative entre l'armée de métier (au sens traditionnel) et l'armée de conscription.

Aujourd'hui, la publication du « **Renoncement** » s'inscrit dans la logique de cette réflexion aux fondements et aux conséquences révolutionnaires. Car on ne peut rien comprendre à la stratégie moderne si l'on ne saisit pas le bouleversement apporté par l'arme atomique. Depuis Hiroshima et surtout depuis les missiles intercontinentaux et les sous-marins nucléaires, rien n'est plus comme avant. Et la révolution du nucléaire concerne autant les relations diplomatiques que la conception même des armées : quand une seule fusée peut détruire une division blindée ou transformer une région en désert, on ne raisonne plus comme au temps de Foch, ou même de Guderian.

Ce qu'explique le général Gallois depuis si longtemps, le général de Gaulle l'avait compris (mais aussi Guy Mollet qui s'en est ensuite excusé) et notre force de dissuasion en est née, garantissant notre indé-

pendance, transformant notre territoire en un sanctuaire inviolable malgré la domination des « super-grands » et la précarité des alliances.

Mais l'arrivée de Giscard au pouvoir a marqué le début de la régression à des doctrines militaires désuètes, le début du renoncement à une défense nationale. C'est ce que démontre le général Gallois, mettant en évidence le tiou d'une pensée présidentielle qui sombre peu à peu dans les fantasmes euro-péo atlantiques.

Et la caste militaire - général Méry en tête - d'en rajouter, trop contente de voir justifier ses troupes pléthoriques, ses matériels classiques coûteux et inutiles, sa bureaucratie sclérosée qui s'ingénie depuis vingt ans à faire comme si la révolution nucléaire n'avait pas existé.

Voici donc revenu le temps de la résignation, marqué par les cocoricos et les belles formules - cette fameuse « bataille de l'avant » que seul un adversaire complètement imbécile nous laisserait mener. Mais qu'importe l'avenir et la défense vraie de la nation si les casernes sont tranquilles, si les militaires peuvent jouer et si le chancelier Schmidt est content.

A la rentrée, nous reviendrons avec le général Gallois sur les erreurs stratégiques qu'il dénonce et sur la partie positive de son livre. Mais il fallait sans attendre conseiller la lecture du **Renoncement** : ce livre clair - même pour un public non averti - , dur, pour ceux qui nous gouvernent et révolutionnaire quant à l'armée d'aujourd'hui devrait faire du bruit tant il remet en cause de privilèges et de lieux communs.

B. LA RICHARDAIS

— Le **Renoncement** - Coll. L'Appel - Plon - Nos lecteurs peuvent nous commander ce livre dès aujourd'hui (franco 42 F) en écrivant au journal.

cette croissance en question...

Notre débat sur la croissance commence à susciter des réactions. Réactions souvent très opposées les unes aux autres et très passionnées. Un tel débat portant sur des sujets complexes et mettant en jeu le sens d'une civilisation ne peut que susciter ce genre de prises de position. Que cela soit pour nous une incitation à le poursuivre à la rentrée de septembre en creusant davantage les multiples problèmes qu'il soulève.

LES AMBIGUITÉS DE LA N.A.F.

Tel est le reproche majeur que nous adresse M. François Dreyfus directeur de l'I.E.P. de Strasbourg dans une longue lettre dont nous extrayons le passage suivant.

Vous vilipendez jour après jour, technocratie, industrialisation, urbanisation, mais en même temps vous soulignez le rôle dominateur de l'Empire américain. Mais bien entendu, comme vous n'en êtes pas à une contradiction près vous oubliez que l'élément qui favorise le plus l'impérialisme américain en Europe, et en particulier en France, c'est la faiblesse de notre économie. Nos industries chimiques, électroniques, nucléaires ne peuvent réellement se développer car si leurs techniques sont de pointe, elles ne disposent jamais du substrat économique qui pourrait les aider, PUK ou Rhône-Poulenc ensemble n'équivalent pas à Bayer, Hoechst ou même BASH séparément; Thomson-Brandt et C.G.E. ne valent ensemble que les 2/3 de Siemens; et quand ces diverses entreprises cherchent à se développer, de l'Huma à la N.A.F. en passant par les bons Pères du Cerf ou du Seuil, on hurle aux multinationales. A vous lire les uns et les autres on se demande parfois si ce n'est pas le capitalisme américain qui vous aide!

Vos réflexions antinucléaires, agrariennes et écologiques soulignent combien les remarques de Jean Touchard et de Rémond sur l'A.F. demeurent vraies. Vous demeurez des nostalgiques du retour à la terre; de Bonald à Pétain vous n'avez pas changé et la « France seule » s'est muée en indépendance nationale. Je reconnais simplement qu'à Maurras vous avez ajouté Alain, cela ne manque certes pas de piquant mais ce n'est pas une brillante acquisition.

Indépendance nationale d'accord; cela implique pendant au moins 10 ans une croissance à la japonaise (10 à 12 % de croissance du P.N.B. par an), un désintérêt total pour l'environnement, un budget militaire de l'ordre de 5 à 6 % du P.N.B. Les Français (même communistes ou maurrassiens) sont-ils prêts à accepter un tel régime qui impliquerait vraisemblablement un renforcement sensible (et c'est un euphémisme) du pouvoir exécutif central? Cela ni Sartre, ni B. Renouvin, ni G. Marchais, ni F. Mitterrand ne l'ont évidemment jamais dit (...).

Tout dans votre attitude est donc irritant, car votre réflexion est ambiguë, douteuse et en définitive irresponsable.

TECHNIQUE? MÉFIANCE

Jean-Luc Bouton, lui, n'a guère apprécié l'invocation à la technologie de pointe d'Arnaud Fabre (1).

... La technique adaptée à l'agriculture a entraîné et entraînera encore des séries de catastrophes : la suppression des bocages a eu pour premier résultat des inondations encore plus grandioses en Bretagne. Les insecticides et engrais ont détruit le milieu naturel. Dans certains milieux scientifiques, marginalisés pour ne pas trop déranger ceux qui profitent du système, on est arrivé à démontrer que le labourage de la terre (par retournement de celle-ci) allait la tuer... (cf. Leroy Ladurie) et qu'il fallait seulement la griffer... les rendements sont équivalents cependant, diront certains, il faut penser aux industries chimiques, aux fabricants de matériel agricole... Voilà une objection fondamentale : la croissance, celle que l'on nous propose, est-elle faite pour l'homme, ou l'homme pour elle? (...).

La technologie a sa place en médecine, dans l'industrie. Il ne faut pas rêver à un retour général à la

terre et à l'artisanat. Mais même dans les usines, la technologie ne doit être appliquée qu'après une refonte des structures de production, à savoir un retour à de petites unités (les mini-acières). Seul obstacle à un tel changement : l'absence d'un projet industriel! Il faut cependant préciser que le choix d'un type donné de technologie doit être fait sous le contrôle de l'ensemble des communautés constituant le corps social. Comment ne pas être révolté par les méthodes employées lors de l'application du programme nucléaire : le mépris avec lequel les citoyens sont traités, l'ignorance dans laquelle ils sont laissés. Pourtant nous avons le droit de savoir pourquoi le nucléaire a été préféré à l'énergie solaire. Nous avons le droit de discuter, et d'amender, les plans de développement économique et d'équipement. Pour que la croissance devienne acceptable dans le domaine industriel, il faut socialiser l'économie, c'est-à-dire qu'il faut que chaque cellule, économique ou sociale, ait un droit de regard sur l'évolution des unités de production et d'équipement qui les touchent directement. Le capital doit perdre son privilège de direction de la vie économique : cette transformation est fondamentale, dans la mesure où elle supprime la domination du travail par le capital, en les réunissant dans la gestion et les prises de décision (ce qui ne veut pas dire que les intérêts ne divergent plus!). Le résultat, c'est l'autogestion, faite au niveau de chaque cellule sociale (...).

POULETS AUX HORMONES

Enfin, Yvon Le Cozic nous livre les réflexions qu'une visite à des abattoirs industriels de volaille lui a inspiré.

Dix mille cinq cents poulets à l'heure. Cent cinquante mille par

jour. Du camion de l'éleveur au silo frigorifique, quatre heures. Des milliers de tonnes de poulets-portions partent vers les pays du pétrole. Du poulet tendre, prêt à consommer (abats dans un sachet à l'intérieur), fabriqué à la campagne, « au goût sauvage », pour un peu, nourri par la Mère Denis.

Sur fond de landes bretonnes, de gigantesques bâtiments rouges et blancs. Quelques trois cents personnes y « gagnent leur vie ». Debout, bottées, les mains gantées de caoutchouc, elles tranchent les viscères, ouvrent les gésiers, distribuent les cous, les cœurs, à la calibreuse qui n'attend pas. Huit heures. Un fond sonore mêle des meuglements tristes au vacarme de la chaîne; interminable farandole de volatiles décapités, pendus par les pattes, projetés de gouttière en gouttière, d'éviscéreuse en empaqueteuse automatiques, à une cadence hallucinante...

... Il faut bien nourrir les arabes. Et faire vivre les bretons.

L'agriculture française est aux mains des chefs d'entreprise. Les « minables » devront disparaître. Adieu coquelicots! Production. Consommation. Qualité? Mais oui, on peut aussi vous donner ça! Si vous payez. Poulets finis au grain, lessive de nos grands mères, pavillon personnalisé sur demande, avec petit supplément. Les marchands, eux, dans leurs vieilles fermes retapées, en faux rustique qui coûte cher, invitent les ministres de leurs amis à goûter les œufs de leurs poules. Dans le ciel des congés payés, une banderole passe et repasse : « vous ne pouvez pas quitter la région sans visiter Mam-mouth ».

Il faut bien nourrir le monde. Et faire vivre les hommes.

« Mais est-ce bien la peine, ô Dieu, d'avoir une âme ? »...

(1) *Royaliste* n° 248

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part

- une documentation sur le mouvement royaliste.
- un abonnement gratuit d'essai de deux mois au journal.

Bulletin à retourner : **ROYALISTE, 17, rue des Petits Champs, 75001 PARIS**

libertés...

Les marginaux. Phénomène du siècle ou de toujours? Phénomène artificiel ou profondément vrai? Chevelus, inutiles, parasites, ou éléments vitaux de la société? Depuis bien des années, les marginaux « font parler d'eux ». A tous les niveaux, sur tous les tons. Mais est-ce que les marginaux sont bien conformes à l'idée que l'on s'en fait, à l'image que nous rendent tous les stéréotypes habituels?

De la fête du PSU aux grandes marches-manifestations, du Larzac à la Corrèze, de « Libération » à « Charlie-Hebdo », on tente de définir les marginaux. Ce sont tous ces gens plus ou moins clochards, plus ou moins bohèmes, tous ces garçons et ces filles aux cheveux longs et jeans usés, tous ceux qui se droguent, tous ceux qui disent non, tous ceux qui choquent par leur tenue, par leurs idées non conformes à la majorité. Est-ce donc si simple? En quelques lignes, la « définition » du marginal est donnée. Eh bien non! Le vernis des schémas un peu gratté, les marginaux se révèlent absolument différents des clichés. Le chevelu drogué, le potier en Corrèze, le licencié-éleveur de mouton, le « bohème » figé dans son anticonformisme confortable et raisonné, tenant d'une main son brin d'herbe et de l'autre réglant sa chaîne « Haute-Fidélité », le jeune homme boutonneux refaisant le monde dans l'arrière-salle d'un café du « Boul'Mich », tous ceux qui servent à la présentation de la « marginalité » ne servent qu'à rassurer, qu'à ramener l'inconnu au connu, qu'à structurer ce qui est contraire à l'idée de structure. Foutaise que ces clichés conventionnels! Foutaises que ses images -paravent! Foutaise que cette récupération dans tous les sens!

Les marginaux! On croit les apercevoir, on s'apprête à les saisir,

et ils disparaissent. « Ils sont passés par ici, ils repasseront par là... »; ils s'approchent, ils repartent, en un ballet irréel et sans règles. Sans règles! Voici le crime, l'impardonnable, l'insaisissable.

MINORITAIRES, PAUMÉS, S'ABSTENIR...

Tant pis pour ce qui se dit, tant pis pour ce qui se pense. Les marginaux existent, j'en ai rencontré! Mais ils n'étaient pas obligatoirement en Corrèze, ils n'étaient pas toujours éleveurs de chèvres ou de moutons. Et surtout, ils n'étaient jamais « retirés du monde ».

Je pense à cette fille qui tout en travaillant dans un bureau me disait : « C'est difficile d'être marginal ». Pour elle, la marginalité ce n'est pas la fuite-démission au sein d'une communauté de potier ou d'éleveurs de chèvres. Fuite-démission qui permet à bon compte à ceux qui la pratiquent de dénigrer la société de consommation tout en écoulant dans celle-ci la poterie ou le tissage « rustique » dont ils vivent.

On peut comprendre l'attitude de ceux qui s'y livrent, avoir même un mouvement de sympathie à leur égard. Mais il faut bien constater que leur comportement de « paumés » est à la fois artificiel et attristant. Que de détresse, que de désespérance se dissimulent — plus

ou moins bien — derrière leur attitude de refus!

Si les paumés sont sympathiques les sectaires de l'ultra-gauche défenseurs de la théorie des minorités agissantes sont, eux, insupportables. Encroûtés dans leurs schémas, figés dans leurs idéologies, apportant réponse à tout, apportant la Réponse, la Solution, la sortant des textes magistraux de maîtres-penseurs imbuables. Pitié! N'en jetez plus! Rentrez vos textes et vos angoisses secrètes. « Ils veulent le pouvoir, ils en rêvent la nuit. Qu'ils se contentent d'essayer de le prendre, de le gagner s'ils préfèrent le terme, qu'ils gardent leurs tris-



tesses et qu'ils nous foutent la paix... » m'a-t-on dit. Là est leur but : devenir la majorité, accéder à ce pouvoir pour l'exercer. Comme quoi ils se conforment bien à l'esprit du temps caractérisant la société industrielle.

DEMAIN, LES MARGINAUX?

Ainsi donc, les marginaux ne seraient pas les paumés que l'on veut faire d'eux, ne seraient pas les minoritaires? Les marginaux ne seraient pas des désespérés? Mais alors, qui sont-ils?

Marginaux, ils sont hors des structures de la société, hors des remparts de la Cité. Mais, s'ils

n'appartiennent à aucune classe, ils n'en forment pas, cependant, une nouvelle. Ils appartiennent à toutes les classes et en cela sont inclassables. On les rencontre aussi bien au Larzac qu'en communauté, aussi bien à la ville qu'à la campagne. Mais leurs communautés sont ouvertes au monde, se trouvent partout; toujours informelles.

Quand on parle de plusieurs personnes qui peuvent se ressembler, on a toujours une tendance à les regrouper en un tout, à établir des frontières autour de ce groupe. Ici, la chose est impossible.

Différents des « inadaptés » parce qu'ils n'ont pas leur désespérance, leur nihilisme, différents des « minoritaires » en ce qu'ils se placent résolument hors de la course au pouvoir, différents de tout et de tous, et eux même différents entre eux, « les marginaux » ne peuvent se définir, ne peuvent se rencontrer en bloc. Le marginal ne se pose pas en marginal, n'en a pas même toujours conscience. La marginalité en tant qu'étiquette projetée, accrochée par d'autres, est acceptable seulement pour ceux qui justement ne sont pas des marginaux, ceux qui acceptent les étiquettes, les classifications. « On n'est pas marginal en face de soi. On est rejeté dans la marginalité par les autres » (1).

LE FERMENT DES ANARCHIES NÉCESSAIRES

Présents dans toute société, les marginaux sont nécessaires à son évolution, à sa vie même. Ils lui sont nécessaires parce que frein mis au Pouvoir en même temps que moteur des changements, parce que force d'inertie et facteur de mouvement. « Les marginaux sont beaux. Ils le sont obligatoirement parce que reflétant l'Espérance, la croyance en l'homme et au monde. Ils sont beaux parce qu'ils portent en eux une énorme capacité de vie » (1).

Pouvoir refuser le mauvais, et refuser de s'imposer une réponse, pouvoir proposer en sachant se remettre en question, conserver en soi une certaine spiritualité qui permet d'échapper aux servitudes du rationnel-à-tout-prix, réclamer le droit à l'erreur, réclamer le droit de vivre sans s'imposer de fausses contraintes. C'est là peut-être le dénominateur commun des marginaux.

Rien de formel en tout cela? Surtout pas! La marginalité est l'antithèse du formel. Et elle est très bien ainsi.

André ROY

la n.a.f. aux champs

DANS LA MEUSE...

C'est à Tourailles que se sont rencontrés des militants venus de l'Est de la France et de Paris pour les « feux de la Saint-Jean », moment privilégié où notre communauté, loin des soucis quotidiens, prend conscience de son identité et s'en fait une joie. Le soleil était au rendez-vous, François et sa guitare aussi. Prises de contact, stand de librairie, discussions alternaient pendant que les « malheureux » (?) rédacteurs de **Royaliste**, à plat ventre dans l'herbe, s'efforçaient de terminer leurs articles sous l'œil impitoyable d'Arnaud Fabre. Merci à Paulo qui était notre hôte et à Régine qui a su rassasier les estomacs affamés.

... ET EN BRETAGNE

A l'autre bout de la France une douzaine de jeunes ménages (et le double d'enfants !) se sont retrouvés dans notre maison de la rue des Aubiers pour une journée amicale à la campagne à l'initiative de la Fédération Royaliste de Bretagne. C'était une première expérience, riche de contacts et de discussion. Elle mérite d'être renouvelée.

contre l'Europe

C'était le 16 mai dernier que la N.A.F. et l'U.J.P. (mouvement des jeunes gaullistes) avaient rendu publique leur intention d'unir leurs efforts contre le projet d'élection du Parlement Européen au suffrage universel. La presse (en particulier **Le Monde**, **La Croix** et **Le Quotidien de Paris**) en avait fait état.

Depuis les actions communes se sont succédées : édition d'affichettes, conférence de presse et dîner débat à Lyon le 7 juin, intervention lors d'une conférence « pro-européiste » présidée par M. Leprince Ringuet, meeting à Nice le 14 juin avec également la participation des gaullistes de gauche, pour ne signaler que les plus importantes.

A Paris, c'est sous la forme d'un meeting unitaire, sous l'égide du Centre d'Études pour l'Indépendance Nationale que s'est concrétisée cette action. C'est devant une salle comble et vibrante que les orateurs, venus de tous les horizons politiques, ont exposé leur détermination contre « l'imposture européenne ».

Tour à tour, Jacques Boitreaud (comité Debré), Pierre Dabiez (fédération des Républicains de Progrès), Bernard Fournier (U.J.P.), Olivier Germain-Thomas (l'Appel), Patrice Gelinet (C.E.I.N.) et Claude Bourdet (P.S.U.) ont expliqué les raisons de leur refus. Bertrand Renouvin, chaleureusement applaudi, parlait au nom de la N.A.F., après avoir dénoncé : « l'Europe qui ne sera, en fait, que celle du chômage, de l'inflation, de la recession, de l'exploitation des travailleurs émigrés », stigmatisé : « l'impérialisme des États-Unis qui se profile derrière le mythe ronflant de la communauté européenne » il fit remarquer que : « l'idée européenne est morte dans la jeunesse depuis longtemps. La preuve en a été faite en mai 1968, quand toute une jeunesse soulevée d'espoir faisait des rêves d'avenir, pas une seule fois, le mot même d'Europe ne fut prononcé. L'Europe qu'on nous propose n'est qu'une idée de vieillards ».

A la veille du débat à l'Assemblée, cette réunion était un symbole. Sur la même tribune, unis dans un refus commun d'un projet criminel, ces hommes aux engagements politiques divers et parfois opposés, forment la base d'un véritable front patriotique pour la guerre d'indépendance nationale qui est commencée.

bibliothèque sonore

A la demande de nombreux lecteurs nous commençons à enregistrer et à diffuser des cassettes des principales conférences données soit aux « mercredis de la N.A.F. » soit dans nos diverses manifestations. Nous ne pourrions poursuivre cette expérience qu'à la condition d'avoir un minimum de commandes.

Sont déjà disponibles :

- l'anarcho-syndicalisme par **Bertrand Renouvin**.
- les royalistes au XIXe siècle par **Philippe Vimeux**,
- Quelle défense nationale pour la France ? par **G. Leclerc** et **B. Renouvin**.
- Journées royalistes : « La liberté » par **Pierre Boutang**.
- Journées royalistes : « La France société bloquée » débat entre **Jean Edern Hallier** et **Jean-Marie Benoist** suivi du « Témoignage » de deux dissidents soviétiques.

Commandes à adresser au journal. Prix de chaque cassette : 20 F franco. Règlements à l'ordre de la N.A.F. - C.C.P. Paris 193-142.

pensez à la souscription !

à nos lecteurs

Comme chaque année nous publions courant juillet un **numéro spécial** de 16 pages qui sera diffusé pendant les vacances. Excellent instrument pour faire connaître « **Royaliste** » et la N.A.F., ce nu-

méro doit être utilisé au maximum par nos lecteurs.

Diffusion de la main à la main, envoi sous bande, toutes les méthodes doivent être bonnes pour donner à ce numéro une audience

énorme. Passez nous nos **commandes**, dès aujourd'hui, au tarif suivant, pour que nous puissions déterminer le tirage :

1 ex. : 4 F
5 ex. : 8 F

10 ex. : 15 F
20 ex. : 25 F
50 ex. : 50 F
100 ex. : 90 F

Règlements au journal C.C.P.
Royaliste 18 104 06 N Paris.

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, « La lettre royaliste », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F.), 6 mois (45 F.), un an (80 F.), de soutien (150 F.) *

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS — C. C. P. 1810406 N Paris



par
bertrand
renouvin

l'abandon

Voilà, c'est fait. Et de façon particulièrement ignoble. Le texte concernant l'élection de l'Assemblée européenne est « considéré comme adopté ». Sans débat dans le pays. Sans même un vote de l'Assemblée nationale, qui aurait au moins eu le mérite de placer chaque député devant ses responsabilités.

Mais les états-majors de la « majorité » ont préféré la manœuvre en coulisse et l'utilisatin des artifices juridiques que permet la Constitution. Le général de Gaulle avait raison de mépriser les partis : ils ont été une fois de plus méprisables. Et il avait raison de prévoir des garde-fous constitutionnels destinés à préserver la stabilité de l'État et à éviter les emportements démagogiques. Mais de Gaulle n'est plus là et, dans ce régime déliquescant, la Constitution est mise au service de la pire des politiques. Telle est l'écrasante logique d'institutions qui n'ont pas pu s'inscrire dans une durée, afin de survivre à leur fondateur pour mieux poursuivre son projet.

CYNISME

N'étant pas gaulliste pour cette raison précise, je n'ai pas de leçons à donner aux députés qui se réclament de cette tradition. A d'autres de contester l'étiquette qu'ils brandissent et de leur reprendre une croix de Lorraine qu'ils traînent sur les mauvais chemins de médiocres aventures.

Mais j'ai le droit de dire qu'il n'est plus possible d'être « chiraquien », dès lors qu'on veut défendre l'indépendance de la nation. Au moment de la fondation du RPR, j'avais exprimé ici notre méfiance à l'égard de ce bel animal politique qui manifestait de façon trop claire sa volonté de puissance, son appétit de pouvoir. Il faut aujourd'hui constater que M. Chirac a préféré sacrifier

la défense de la souveraineté nationale aux intérêts immédiats de son parti et à ses ambitions électorales. Avec en plus, un incroyable cynisme. Car M. Chirac n'a cessé de se poser en défenseur de l'indépendance, en adversaire du projet giscardien. Mais sans aller jusqu'au bout, jusqu'à la motion de censure qui aurait pu mettre le gouvernement en échec. Car M. Chirac ne veut pas de crise politique - ce qui lui permet, par surcroît de se présenter comme le garant de la stabilité politique. Alors M. Barre lui tend la perche, posant la question de confiance en connaissant d'avance un résultat qui a été probablement négocié.

La magouille est trop criante, l'astuce est trop ignoble pour qu'on puisse désormais créditer le chef du RPR de quelque honneur, et de quelque patriotisme. La droite devrait se donner un autre chef, si elle entend se réclamer de la nation aux prochaines élections. Ou bien, si elle garde ce cynisme, qu'elle reconnaisse que ses motivations sont moins nobles, et qu'elle cherche avant tout à défendre ses pouvoirs, ses privilèges, son argent. Alors les choses seront claires : M. Chirac apparaîtra comme la valeur-refuge des riches et des craintifs. Et le souci de l'indépendance nationale s'exprimera ailleurs, dans les minorités ardentes qui se battent sans arrière-pensées politiciennes, sans liens honteux avec le monde de l'argent.

LE RÉGIME DES PARTIS

Car il est bien évident qu'il n'y a rien à attendre des « grands » partis politiques. Ni de la droite, ni du Parti socialiste, pressé de rejoindre, au sein de l'Assemblée européenne, la social-démocratie allemande. Ni du Parti Communiste, qui a sacrifié le combat contre les institutions de l'Europe capitaliste et américaine sur l'autel du Programme commun. Et sa responsabilité est particulièrement lourde, puisque les communistes étaient les seuls capables de porter le débat devant l'opinion publique. Ni la droite, ni la gauche établies ne l'ont voulu, ce qui est une curieuse façon de concevoir cette « démocratie » dont ils se réclament.

D'ailleurs, cette « démocratie » est d'ores et déjà réduite à la portion congrue puisque nous voici revenus au régime des partis. Dans ce journal, nous n'employons le mot « démocratie » qu'avec les plus extrêmes précautions tant il nous paraît piégé. Mais si on la définit comme la manifestation d'un consensus populaire, comme la participation des Français aux grandes décisions, il faut souligner que le giscardisme a marqué une régression par rapport à la République gaullienne. Car nous voici retournés à la 4^e République, où les décisions les plus graves étaient prises dans le secret des comités de partis, dans le murmure des conversations de cou-

loirs, sous la pression des groupes d'intérêts, ou dans le renversement des alliances entre groupes parlementaires. Moins que jamais, le pays n'avait part aux jeux d'un système qui s'enfonçait rapidement dans l'immobilisme et l'irresponsabilité. Et le débat sur l'Assemblée européenne montre que nous sommes revenus « aux poisons et aux délices » d'autrefois : voici un Président de la République qui soulève une question essentielle dans le seul espoir que la gauche y brisera son unité. Et voici que chacun maintenant s'en lave les mains, laissant la décision se prendre d'elle-même sans que la responsabilité de quiconque puisse être mise en jeu. Oui, vraiment, nous sommes retombés bien bas.

LE PRINCE

Confrontée à de nombreuses menaces, ayant à répondre aux exigences et aux inquiétudes de tout un peuple, la France ne peut supporter longtemps ce retour en arrière. Il lui faut échapper au cycle des sursauts brefs et des longs déclin. Et c'est alors toute la question de l'État, dans sa continuité, dans son indépendance et dans son projet qui se trouve posée.

Le général de Gaulle en était conscient, qui avait envisagé que le Comte de Paris poursuive une œuvre elle-même inspirée de la tradition profonde de la France. Il y a quelques jours, le Prince a évoqué ce qui aurait pu naître de sa rencontre avec l'homme du 18 juin. Mais ce qui n'a pas été possible dans les années soixante peut à nouveau l'être demain.

L'autre soir, le Comte de Paris est apparu comme un recours véritable, rappelant en quelques mots les principes qui rendraient à l'État son indépendance et qui mettraient fin à notre guerre civile froide : libre à l'égard de toutes les formations politiques, sans lien aucun avec les royalistes, le Prince est vraiment l'homme au-dessus des partis qui peut demain rassembler les Français. Libre à l'égard de toutes les classes sociales donc de la noblesse comme le Prince l'a expliqué - le Comte de Paris est en mesure de rendre à l'État son rôle d'arbitre, afin qu'il soit le moyen de la liberté et de la justice au lieu d'être l'instrument d'une classe - toujours la même depuis deux siècles.

Telles sont les idées par lesquelles la monarchie ne cessera d'être actuelle, et en fonction desquelles il faut reconsidérer la question du pouvoir. S'il est vrai que l'étatisme conduit aux excès que nous subissons chaque jour, l'absence de pouvoir entraîne la dictature des plus forts, des plus riches, et des plus cyniques : entre les deux extrêmes, le Comte de Paris a montré le chemin de la réconciliation du pouvoir et de la liberté, comme de la France et des Français.

Bertrand RENOUVIN